

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 238  
VENDREDI 25 AOUT 1950  
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE  
ANARCHISTE »

DEUX CRIMINELS DE GUERRE  
Staline  
et  
Truman  
SE DISPUTENT LA CORÉE

SEPTEMBRE 1939 - Onze ans après - SEPTEMBRE 1950

## CAPITALISME ET STALINISME PRÉPARENT LA III<sup>e</sup>

Le 3 septembre 1939, la guerre éclate. Hitler, en compagnie de Staline, son allié, ravage la Pologne. Il est tout-puissant. De 1934 à 1937, le patriote français de Wendel lui a expédié 224.938.017 quintaux métriques de minéral de fer (1). Ces livraisons ne cessent que dans les tous derniers jours d'août.

LES produits chimiques Dupont de Nemours, les armes de Vickers, le manganèse, les céréales d'U.R.S.S., en un mot les produits indispensables à la guerre, affluant de tous les coins du monde, avaient permis le déclenchement de la conflagration où périssent — au nom de la liberté — 40 millions d'hommes (1).

Les stalinistes qui, aujourd'hui, se peignent en champions de la paix, étaient alors les amis des hitlériens. Ils accueillirent amicalement les armées allemandes. Denise Genolin, actuellement député communiste de la Seine, sollicita l'autorisation de faire réparer « L'Humanité » et alors que des centaines de milliers de Finlandais, de Polonais, de Baltes subissaient, les uns la terreur nazie, les autres la terreur soviétique, ils chantaient des louanges à Hitler et à Staline, ces deux bandits qui avaient convenu de déchiqueter l'Europe.

Puis l'Histoire ouvrit le second chapitre de cette tragédie. Les Allemands devinrent tous, du jour au lendemain, des « boches ». La Résistance s'organisa et le Parti communiste français, au sortir de l'hécatombe, se proclama le Parti des fusillés. Des fusillades, écrit-on plus tard lorsque les statistiques apprirent qu'environ 30.000 Français passèrent au poteau, alors que le P.C.F. en revendiquait 75.000 pour lui tout seul,

exploitant, parmi les premiers, la lutte contre la tyrannie hitlérienne, que des hommes sincères avaient soutenue pendant quatre ans, dans le maquis. Enfin, d'autres rapaces s'abattirent sur les cadavres, sur les ruines, sur les démolitions : les partis politiques. De de

Gaulle à Thorez — seul déserteur amnistié — ils trouveront à un terrain favorable à la culture de leurs combinaisons malpropres, de leurs ambitions mesquines. Et tous ceux, ou presque, qui, issus des rangs de la Résistance, se hissèrent aux premières places, se révélèrent par la suite douteux, assouffis de prébendes, poussés à saisir la moindre occasion de s'enrichir. La Résistance s'effondra dans une insupportable gadoue. Les quelques purs qui avaient cru lutter pour un monde meilleur, et avaient déposé leurs armes aux pieds des politiciens victorieux, se rendent maintenant compte que l'escroquerie a été d'une envergure colossale. Jamais

encore les peuples n'ont subi une pareille défaite : 40 millions de morts pour voir partout renaître la tyrannie, pour que l'exploitation de l'homme soit plus féroce que jamais pour que les chacals du Palais-Bourbon et d'ailleurs qui provoquèrent l'effrayante conflagration, soient encore là, souriant, discutant, commandant, s'arrogeant tous les droits. Pour que l'on nous invente un nouvel « ennemi héréditaire », pour que la guerre des piastres puisse se perpétuer, pour qu'un de Gaulle fasse des offres de service, pour que les salaires soient de 50 % inférieurs à ce qu'ils étaient en 1939 et la reconstruction virtuellement abandonnée au profit de la nouvelle « der des der » !

Voilà pourquoi les résistants, sur les instances des stalinistes, ont déposé leurs armes.

Car elle vient, la guerre. Elle est à notre porte. Elle cogne à grands coups de bottes. Alors ? Allons-nous encore une fois courber l'échine et marcher pour la défense... pour la défense de quoi ? Du minimum vital ? Des chevaliers du micro qui, de Londres, de Washington et de Moscou, n'oublieraient sûrement pas de nous exhorter au massacre fratricide ?

Non ! Il ne s'agit plus, aujourd'hui, que d'une lutte à outrance contre le maître en exercice, que ce maître soit aujourd'hui de Gaulle, demain Thorez, après-demain Truman, et ainsi de suite, au fond d'un maquis, le maquis des peuples qui tiendra, qui doit tenir jusqu'à la disparition totale des forces inhumaines qui, périodiquement, nous livrent aux bourreaux.

Onze ans après le déclenchement d'une tuerie qui en fait n'a jamais cessé, mais s'est seulement assoupie, les peuples devront se refuser à s'entretenir pour le compte des impérialismes, qui se disputent l'hégémonie mondiale. Ou s'ensevelir sous les ruines d'une civilisation anéantie par la barbarie triomphante.



(1) « J. O. » du 26-3-38.  
(2) 40 millions. Ou 50. On ne sait au juste. Les approximations diffèrent. Il est vrai que nous n'en sommes plus à 10 millions près !

**L'Humanité**  
ORGANE CENTRAL DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE FRANÇAISE (A.T.C.)  
Rédaction : 11, rue de Valenciennes, Paris  
Directeur : Michel CACHIN  
Secrétaire : Paul VAILLANT-COUTURIER  
N° 238 - 25 AOUT 1950 - 10 FRANCS

**SUCCÈS DE LA POLITIQUE SOVIÉTIQUE DE FERMETÉ**

**LES POURPARLERS DE MOSCOU**  
entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne  
**SERVENT**  
**LA CAUSE DE LA PAIX**  
EN EUROPE.

*Sans plus tarder Paris et Londres doivent maintenant signer le pacte franco-anglo-soviétique*

...et en 1944 « L'Humanité » titrait : « A chacun son boche ! »

## EN MARGE DES PRÉPARATIFS GUERRIERS RESTE-T-IL UN ESPOIR ?

LA guerre qui ravage la Corée, les nouvelles plus ou moins alarmantes que nous apporte la presse quotidienne, les menaces qui s'esquissent tantôt en Yougoslavie, tantôt à Formose, en Iran, ou ailleurs, les déclarations pessimistes d'un Churchill ou d'un de Gaulle, ne semblent pas émuouvoir, ou plutôt ne peuvent secouer le torpéur des peuples. On se rend bien compte que les préparatifs guerriers qui résonnent lugubrement à travers le monde sont le fait d'une poignée d'hommes totalement étrangers aux masses appelées pourtant à en faire les frais. Les quelques renseignements, en particulier ceux venus de U.S.A., que nous donnons ci-contre, témoignent de ce climat dont on ne sait encore s'il présage la révolte ou la résignation.

Ne soyons ni trop optimistes ni trop pessimistes. Que le patriotisme, surtout en France, soit en large recul, qu'aucune voix n'ose plus s'élever pour glorifier

les vertus carnassières de l'armée, prouvent que les partis politiques (abstraction faite des extrémistes de droite, des gaullistes) et la presse évitent de heurter une clientèle devenue réfractaire à toute tentative d'abus de pouvoir au moyen clairon. Mais cela n'est encore qu'une première et triviale manifestation de l'instinct de la conservation, la volonté inexprimée de jouir d'une petite et mesquine existence en se bouchant les oreilles, en imitant l'autruche. C'est déjà quelque chose. C'est encore peu, c'est à peine un début, l'obscur genèse de la révolte peut-être.

Ce qui se passe au cœur des peuples de l'autre côté du rideau de fer nous est évidemment à peu près inconnu. Mais tout donne à penser que l'Europe Centrale, écrasée sous la botte du Kremlin, doit éprouver probablement davantage qu'une morne indifférence à l'égard de ses maîtres. On sait bien que la signature de l'appel de Stockholm est de rigueur, on sait encore que l'ordre et le calme apparent cachent des haines inexpiables, des révoltes qui profiteront peut-être du moindre relâchement pour se débrider. Pourtant, si demain la folle guerrière des criminels de Moscou et de

Washington l'emportait, quelle serait l'attitude des masses occidentales et orientales artificiellement dressées dès l'abord l'une contre l'autre pour ensuite, selon toute probabilité, être non moins artificiellement alliées contre « l'ennemi » commun : l'Anglo-Saxon ? Il est à prévoir que le premier acte se déroulerait à peu près normalement, c'est-à-dire : débandade en Occident, marches forcées des troupes venues de l'Est. Mais quelles troupes ? Staline oserait-il mobiliser la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Pologne, la Hongrie ? Et après avoir vaincu Tito, la Yougoslavie ? La tyrannie stalinienne pourrait-elle résister aux monstres et quasi inévitables brassages de peuples qui résulteraient d'une telle opération, aux exodes, aux bombardements, à la famine ?

Rien n'est moins sûr. Et c'est pourquoi on peut avancer que les satellites de l'U.R.S.S. ne seront peut-être pas entraînés dans la guerre. Du moins dans l'immédiat. Quoi qu'il en soit, un fait demeure : d'un côté indifférence qui frise la résignation, de l'autre rigidité, de surface certes, organisation fasciste d'un monde où l'opinion muselée permet à Staline une souplesse de manœuvre que lui envient ses rivaux de Washington. Mais la puissance de l'armée et de la police soviétiques ne ris-

que-t-elle pas d'être minée par la démesure de l'empire qu'elle est chargée de défendre, d'élargir à l'échelle mondiale si la guerre faiblit, très réelle bien qu'inapparente ne rétablirait-elle l'équilibre entre les forces de l'Ouest et de l'Est ? On sait les innombrables difficultés d'ordre politique que Staline a eu et a encore à vaincre parmi ses satellites pour maintenir son autorité, les pressions périodiques qui ont déferlé en Pologne et ailleurs depuis le schisme de Tito. Et peut-on, après cette expérience, affirmer que le Kremlin, maître de toute l'Europe, d'une vaste partie de l'Asie et du Moyen-Orient (après une première passe d'armes avec les U.S.A.) serait capable de régner longtemps sur un empire le plus immense de l'Histoire ?

(Suite page 2, col. 1.)

## Entre les partis et le peuple : LE DIVORCE

NOUS avons appris, avec un certain étonnement, que les lois fondamentales de l'arbitrage que n'avaient été jusque-là qu'une funeste erreur. Il paraît, en effet, que le produit des impôts et brigandages divers de notre Etat très démocratique peut se multiplier tout seul, par l'opération du Saint-Esprit. Ce qui, dans le langage du « Populaire » et de « Franc-Tireur », s'énonce : « La route de la Défense Nationale passe par la Sécurité Sociale ». En termes plus clairs : plus on aura de canons, plus on aura de beurre. Le pauvre Gœbbels, qui avait dû proclamer le contraire, en pâlit d'envie.

A moins que ce slogan d'une presse qui se déclare de « gauche », ne signifie simplement ceci : donnez à manger à ces braves Français, future infanterie américaine en Europe, et ils auront plus de muscles pour tenir leur fusil, plus de courage pour monter en ligne. Dans ce cas, je propose qu'on y ajoute, avec le couteau de tranchée, l'indispensable quart de gnôle, nécessaire au ventre des gens qui vont se faire tuer dans un conflit qui n'est pas le leur, et qui, quel que soit le vainqueur, ne peut leur apporter qu'une plus grande misère, et l'esclavage.

Ce slogan est un aveu : personne dans ce pays n'a la moindre envie de se battre, à part une poignée de criminels fanatiques, ni pour les Russes, ni pour les Américains. Ce à quoi le « Populaire » répond en substance : qu'on les achète en leur donnant à manger. C'est une méthode ! C'est en tous cas le symptôme du divorce qui s'approfondit entre la volonté populaire chère à l'hypocrite Jules Moch, et le parti de Jules Moch lui-même. C'est le signe du fossé qui s'élargit entre l'actuel régime « démocratique », ses partis qui se partagent la dépouille de la souveraineté politique, ses journaux qui émergent aux fonds secrets, et d'autre part les travailleurs qui peinent et qui payent, les hommes décidés à combattre pour leur liberté.

S'il faut rechercher les avantages des pires choses, je dirai que l'actuel conflit de Corée a précipité l'évolution psychologique des habitants de notre pays. Il est de plus en plus visible, pour des gens de plus en plus nombreux, que l'affaire coréenne n'est que le heurt de deux impérialismes, que nous n'avons rien à voir là-dedans, et que, néanmoins, nous risquons du jour au lendemain de nous retrouver plongés dans la boucherie. Il est aussi de plus en plus visible que notre gouvernement américanisé, que le Parti Communiste de Thorez, nous invite chacun de leur côté à entrer dans la danse macabre. Tout ce qui se dit « national », communistes et capitalistes, réformistes et bonzes syndicaux, tout ceci monte à la lumière de cette expérience cruciale qu'il n'a jamais été rien d'autre qu'une clique, divisée entre elle, de bureaucrates, de militaires et d'exploiteurs, suçant le peuple et totalement étranger à ses véritables intérêts.

Qu'on examine la baisse énorme, en quelques années, du tirage des quotidiens politiques. Les communistes, en trois ans, ont perdu 48 %, les socialistes 22 %, les M.R.P. 56 %, la droite 25 %. Seuls les radicaux ont progressé, parce qu'ils se présentent souvent sous les apparences de la presse de pure information. Cette dernière, elle, a augmenté de 142 % ! Conclusion : les lecteurs ne se désintéressent pas de ce qui se passe en France et à

l'étranger, mais ils ne veulent plus croire ce que leur en racontent les partis !

Ainsi, depuis des années, se préparait le divorce entre le peuple et les partis, tous les partis. Le voici qui apparaît brutalement aujourd'hui. Peut-être un jour finira-t-on par oublier même l'existence des petits rigolos du Palais Bourbon, à moins que d'ici là ils nous aient lancé un grand appel ronflant pour le casse-pipes, avant de s'embarquer, eux, pour l'Amérique.

En tous cas, notre Assemblée « démocratique » trône maintenant tellement au-dessus du peuple qu'il a assez de place pour relever la tête, voir clairement qu'on s'est payé sa tête et commencer à marcher en dehors des tutelles partisans et des institutions pourries. Le rassemblement de tous ces hommes ne se formera pas sous des étiquettes exclusives, ni derrière des leaders désignés à l'avance. Que chaque ouvrier, dans chaque usine, que chaque travailleur se souvienne de ceci : que la plus petite des initiatives peut avoir la plus grande des portées, que quelques hommes qui se réunissent pour discuter librement sont peut-être l'embryon d'une action future d'envergure. Le fossé creusé entre les guignols politiques ou syndicaux et nous, il nous faut apprendre à le remplir avant qu'un fascisme rouge ou brun n'y ait installé ses rouages terroristes.

L'ambition des Anarchistes, c'est d'avoir l'honneur de participer à un tel rassemblement à venir, et de s'y montrer utiles et efficaces.

R. M.

## Les "Bâtards"

Le Mouvement Mondial des Mères, les associations familiales, le groupe féminin M.R.P., la Société charitable Saint-Vincent de Paul et quelques autres organisations du même cru émettent le vœu que des mesures discriminatoires et des sanctions soient prises à l'égard des enfants nés hors mariage.

LA PRESSE.

CETTE information que des journaux ont prudemment dissimulée au milieu de quelques faits divers, que d'autres ont simplement escamotée soulève un dégoût qu'aucun mot ne peut exprimer. Mais aussi un sentiment de révolte contre ces félicités et ces rats d'égoût très chrétiens qui ne reculent pas devant le crime monstrueux de châtier l'enfant parce que le père a omis de faire bénir ses spermatozoïdes.

Décidément l'engeance des idolâtres doit éprouver quelque jouissance sadique à se vautrer dans l'ignoble. La haine qu'elle cultive contre tout homme qui refuse de se souiller en se courbant devant les fétiches en carton-pâte, devant les commis-voyageurs en félicités éternelles, est insuffisante. Elle ne peut être que platonique. Voilà l'ennui. Mais l'enfant, l'enfant sans défense, quelle proie pour les « ceuvres charitables », quelle proie pour les « mères » assermentées, fécondes, patriotes, pieuses, et qui assouvissent des besoins masochistes en fabriquant des soldats pour la France, pour Dieu, pour les ossuaires, pour les charniers ornés de tricolore et de croix.

L'enfant ! La voilà la victime expiatoire offerte au doux Jésus en gage d'une fidélité et d'une obéissance qui vaudront aux bourreaux une place de choix, dans l'abominable paradis d'un dieu avide de sang.

L'enfant ! L'enfant conçu hors mariage, graine du diable, pousse du vice qu'il faut écarter de la pieuse famille. Afin que Monsieur puisse courir la prétentaine, faire des gosses ici et là, avec la bonne ou la petite du grand magasin, sans que l'héritage, la morale et les sacrés canons ne subissent la moindre atteinte.

L'enfant ! C'est lui qui va payer, On l'espère fermement. Les femmes inasouviées y comptent bien. M. Teitgen, M. de Gaulle aussi. Et M. Mauriac également. La civilisation chrétienne, n'est-ce pas là...

A. LAGIER.

**ABONNÉS**  
du « Libertaire »

N'attendez pas la suppression de votre abonnement pour vous réabonner. Un cercle bleu entourant le numéro qui est sur la bande de votre journal indique que votre abonnement à pris fin ou prendra fin avec ce numéro.

Ne dites pas : demain, j'irai à la poste ; allez-y tout de suite. La demoiselle des P.T.T. vous accueillera agréablement et les finances du « Libertaire » seront meilleures.

ABONNEZ-VOUS  
REABONNEZ-VOUS  
SANS TARDER

**ON COMMENCE A COMPRENDRE...**

**FRANCE** On estime que 50 % des appelés ne répondront pas en cas de guerre.

**ALLEMAGNE** Malgré la nouvelle position de Adenauer, le peuple allemand, dans son immense majorité, est résolument hostile à tout réarmement.

**U. S. A.** N'ont pas répondu à l'appel : New-York : 329 sur 1.402 appelés, Portland (Orégon) : 82 sur 191, Washington : 22 sur 100, Cleveland (Ohio) : 38 sur 100, Boston : 10 sur 154, Kansas City : 25 sur 200, Miami (Floride) : 27 sur 103, Chicago : un tiers seulement se sont présentés à l'examen physique.

« Los Angeles Daily News », 29 juillet 1950.

**LA BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT**  
**Le collectif à 50 %**

DEPUIS plus d'un an, nos lecteurs ont eu connaissance de l'action entreprise par les jeunes cam-pereurs afin d'arracher au gouvernement le billet collectif à 50 %. On sait, en effet, que la Société Nationale des Chemins de fer Français accorde à tout groupe de 10 personnes voyageant collectivement un billet valable pour certains trains, avec une réduction de 30 % au cas où il ne s'écoule pas plus de 15 jours entre l'aller et le retour. On sait également que la réduction accordée n'est jamais proportionnelle au nombre de participants. Or, étant donné les hausses successives opérées sur le prix des parcours, de nombreuses collectivités (coloniales de vacances, campeurs avertis, etc.) n'ont plus été capables d'organiser des déplacements, même avec une réduction de 30 % sur le prix des places. Un Comité National d'action pour le collectif à 50 % s'est donc constitué, afin de dénoncer cette pseudo-libéralité de « notre » S.N.C.F. et de réclamer une réduction utilisable par les usagers : manifestations publiques, délégations officielles, tracts et manifestes furent multipliés. Le « Libertaire » s'est lui-même fait l'écho de cette action soutenue par de nombreux militants jeunes de la F.A., et nos lecteurs ont pu apprendre aussi bien les sanglantes brimades dont ces jeunes ont fait l'objet partout où ils ont agi, que les manœuvres « légalistes » tentées par certains éléments d'origine étatique ou politicienne.

(Suite page 2, col. 5.)

REDACTION-ADMINISTRATION  
Etienne Guillemau, 145, Quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup>  
C. C. P. 5072-44

FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.  
AUTRES PAYS  
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.  
Pour changement d'adresse joindre  
25 francs et la dernière bande

LES RÉFLEXES DU PASSANT



Demande d'emploi

A l'heure où la France cotoie un nouvel abîme, à l'heure où le ciment d'un pouvoir solide peut seul réaliser l'union des Français autour d'un chef...

beaucoup mieux que vous-mêmes, le propre d'un chef étant l'omniscience. Pour mémoire, je vous rappellerai que la question sociale est d'une simplicité enfantine : suppression du salariat au moyen de ma formule : capital-travail, ceux qui n'acceptent pas ma solution étant expédiés en camp de concentration.

Et c'est alors, mais alors seulement, que l'on pourra parler de redressement. D'un peuple courbé, je ferai un peuple qui marche au pas, un peuple dressé et rassemblé afin de former les 45 divisions dont la patrie a grand besoin.

Cette organisation comporte des charges pesantes mais qui sont peu de chose au regard de la servitude. Vous en conviendrez. Surtout que nous avons à rassembler l'Europe, de lui créer un système de défense commun dont il appartient normalement à la France de tracer les plans et de désigner le chef, que je serai, si vous n'y voyez pas d'inconvénient.

Messieurs, c'est seulement la France jouant ce rôle qui pourrait exiger d'être appuyée largement parce que c'est de cette France-là que le monde libre a besoin.

Je suis donc prêt à porter une fois de plus la charge du pouvoir, c'est-à-dire à me sacrifier au bonheur des Français à qui je fais le don de ma personne.

En vain, 2.000 ans d'histoire se sont acharnés sur la France que seul un cataclysme géologique pourrait faire disparaître.

Aujourd'hui encore l'histoire se dresse, menaçante. Mais je suis là, j'ai mon grand sabre et je vous crie: DEBOUT!

DE GAULLE.

P.S. : Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à mon impresario : Stibio, « Le Rouge et le Noir ».

P.c.c.: OLIVE.

ENFANCE - JEUNESSE

Pour un ajisme de combat

Devant la « réorganisation » qu'envisage l'Etat aux différents groupements d'adresses de jeunesse et par voie de conséquence devant les divisions qui se sont créées au sein des usagers, il nous paraît opportun de rappeler le sens social et révolutionnaire de l'Ajisme laïque.

L'Ajisme ne coïncide pas exactement avec les adresses de la jeunesse. Il est né au travers de leur fréquentation et le jour où les ajistes d'avant-guerre se regroupèrent pour faire échec aux prétentions paternalistes de leurs dirigeants le problème de la gestion directe s'est trouvé posé, timidement d'abord, pour prendre l'appâté que nous lui connaissons aujourd'hui dans la bataille contre la Fédération. La doctrine ajiste est malaisément définissable. Les ajistes représentent un éventail de la jeunesse révolutionnaire. Ce n'est que dans le ton général des controverses qu'elle peut se définir. Nous allons entreprendre aujourd'hui la recherche de sa tradition révolutionnaire.

Dans un article intitulé « Economie Distributive » (Route 5, p. 3), Noël Adma écrit que les ajistes ont pour mission de préparer le climat d'une harmonie sociale. Et à ce travail nous nous y employons (Henri Ro-

ger - Route 9, p. 3). Que faisons-nous par toutes nos techniques, danses, chants, route, culture ? Sinon créer entre nous des liens de fraternité qui tiennent dans notre actuelle société où la victoire de l'un est la défaite de l'autre, rançon inévitable de l'incessante recherche du profit. Nous préfigurons le monde de demain dont, sans vouloir en définir hâtivement la structure, nous pouvons assurer qu'il renoncera à une certaine forme d'égoïsme qui caractérise la société de nos jours. Quand, après une dure étape, nous partagerons notre pain et nos provisions; quand, par solidarité, nous aidons matériellement et moralement le camarade victime d'un coup du sort; quand nous échangeons sans réticences nos expériences et que nous apportons aux plus défavorisés les connaissances que nous avons eu le privilège d'acquiescer, nous faisons ce que personne ne fait aujourd'hui. Ainsi, notre société ajiste appelle les conditions nouvelles que créera l'avenir. L'ajisme est donc autre chose qu'une évasion (l'ajisme rural, Routes 5, p. 6). Il apporte un nouveau mode de vie, il prépare la civilisation de demain. Certes, il fut au début un moyen d'évasion. Mais il est maintenant un des éléments d'édification du monde meilleur (Réalisme, Routes 11, p. 5). Le temps des mœurs, des rêves, des fuyards est passé. On ne vient pas au Mouvement seulement pour avoir des copains. Et ceux qui l'on cru et le croient encore vont pouvoir chercher ailleurs. Que nous soyons peu nombreux et le devenons moins encore importe peu. Ceux qui, jeunes ou vieux ajistes, trouvent plus amusants de faire danser la galette que de s'intéresser aux problèmes sociaux n'ont plus rien à faire dans ce mouvement. Conscients ou inconscients ils changeront d'allure ou ils partiront. Car la formule « pas de politique » a été prêtée aux plus graves équivoques (Partisans ? Routes 12, p. 4). S'il s'agit de rejeter de chez nous les luttes partisans qui épuisent les forces vives comme celles des syndicats et d'autres communautés... d'accord ! Mouvement de formation humaine et de loisirs, appelé à travailler pour tout un peuple et pour de longues périodes, l'ajisme ne saurait être l'annexe d'une « boutique » ou d'une « chapelle ». Mais c'est aussi cette formule simpliste qui a permis et qui permet encore aux sots et aux lâches de se désintéresser de tout ce qui dépasse leur petite personne. Nous sommes tout prêts à répondre comme il convient à ceux qui voudraient, par de faciles surenchères, faire d'eux les instruments sacrifiés d'avance d'une politique souterraine. Le temps des images d'Épinal, le temps des pastorales enrhumées, des feux de camp romantiques et des croisades de la bonne humeur est révolu. Celui de l'indifférence qui lui a succédé va prendre fin. Voici venu le temps de l'indignation (Nous ne sommes plus des enfants, Routes 15,

p. 1). C'est parce que nous sommes profondément attachés à l'idée révolutionnaire (Mais qui donc voudrait faire un malheur ? Routes 12, p. 2) que nous nous sommes efforcés de susciter cette indignation si nécessaire. Nous avons voulu dénoncer toutes les tentatives qui avaient pour but de mettre la jeunesse sur une voie de garage. C'est pourquoi nous disons à tous nos amis que la vie les attend, qu'elle n'est pas drôle et qu'il faut la défendre contre le monde des morts, des blêmes, des profiteurs et des vieillards qui voudraient bien nous voir mourir au champ d'honneur du capital car ils savent qu'il n'y a pas de milieu, ou eux ou nous.

Nous avons un besoin urgent du monde nouveau. Mais il faut que beaucoup de conditions de notre vie s'engagent pour cela et que nous fassions tout pour les changer.

Nous n'avons plus de temps à perdre avec des causeries d'une autre époque sur l'art de faire un feu de camp, ne jamais oublier notre but... (Trahison de l'ajisme - Routes 13, p. 2). Notre devoir le plus immédiat est de tenir ferme la route que nous nous sommes tracés vers le cap de nos espérances : la Révolution, une révolution qui, après le coup de balai nécessaire, construira le monde nouveau que nous n'avons pas le droit de ne pas préparer en nous-mêmes et autour de nous (Quand la

Paix reprendra ses droits - Routes 17, p. 1).

Ainsi, si certains mouvements de jeunesse se lancent dans une action plus ou moins politique, nous, nous essayons de faire prendre, à nos camarades, conscience des problèmes sociaux et de les aider à les résoudre, de les former afin d'en faire des hommes nouveaux. Mais les problèmes sociaux, la Révolution qu'on dit partout nécessaire, c'est là le centre de nos activités. Et le reste... les chants et les danses, les mimes et les jeux, les bals de la rigolade, ce sont des moyens ou des accessoires. Nous ne sommes pas des gens « sérieux », mais notre tâche est sérieuse. Nous rions, mais nos préoccupations sont graves.

Il s'agit de faire de chaque être humain un homme, dans la plus belle acception du terme. En présence des ravages laissés par la guerre et de l'échec des solutions faciles de l'avant-guerre, le mouvement ajiste ne peut plus se limiter aux plaisirs et aux jeux, encore moins à un service d'hôtellerie à bon marché.

Ceux qui sont partisans d'accepter une « Fédération » contrôlée par l'Etat, et qui, derrière une phraseologie pseudo-révolutionnaire, retiennent le principe primordial de l'ajisme : « la gestion directe » se considèrent comme démissionnaires du sens culturel et social de l'ajisme.

Guy ALLAIRE.

RESTE-T-IL UN ESPOIR ?

(Suite de la première page)

Il est en effet à prévoir que les éléments militants hostiles au bolchevisme, et Dieu sait s'ils sont nombreux, avertis par les expériences de Bulgarie et de leurs formateurs ou essaieront de former une opposition armée, un maquis pour tout dire, plutôt que d'être déportés en Sibérie. Or, en pleine guerre, sans délai, le jour même de l'arrivée de l'armée rouge, il s'agit, pour Staline, d'imposer l'obéissance passive dans les territoires conquis ; les difficultés d'une telle entreprise, surtout en Angleterre, seraient énormes, presque insurmontables. Il a fallu plusieurs années pour assoir ce régime en Europe Centrale en temps de paix ; la menace perpétuelle de l'armée Rouge, une organisation méticuleuse de la police, les déportations massives, l'établissement de l'opposition n'ont cependant réussi qu'à maintenir un « ordre » apparent.

Mais si les peuples évolués feraient peut-être craquer une armature bolcheviste étendue à un continent, les peuples atardés, les Asiatiques, accepteraient-ils probablement cette organisation étatique qui leur sera avantageuse en regard du régime féodal et esclavagiste qu'ils maintiennent les colonisateurs de Wall Street, de Paris, et les cliques militaires du type Chang-Kai-Shek. Et c'est pourquoi, sans doute, l'effort de conquête du Kremlin se tourne-t-il de plus en plus vers l'Asie où il cultive le nationalisme accommodé avec des révolutions mineures, tel le partage des terres toujours refusé par le capitalisme international, qui ne peut fructifier en ces pays coloniaux que grâce à une exploitation sans bornes du coolie.

Le Kremlin a donc intérêt à maintenir en Asie un climat de guerre. Grâce à ses satellites, Corée du Nord, Chine, Viet-Nam, à ses P.C. en Malaisie, en Birmanie, il conserve une position officielle de neutralité et force les U.S.A. à intervenir directement contre des peuples en lutte pour une « libération » il l'insouste mais hautement favorable aux projets impérialistes des soviets.

D'autre part ayant créé l'abcès formosan, ainsi que nous l'avons expliqué dans notre dernier numéro, l'U.R.S.S., par cette manœuvre, procure le prétexte, l'hesitation dans le camp adverse. La position prise par Truman vis-à-vis de Formose suscite des protestations dans toute la presse occidentale, et W. Lippmann lui-même n'hésite pas à la condamner. On voit mal, en effet, comment l'Europe occidentale pourrait se ranger aux côtés des U.S.A. si un conflit éclatait entre ce pays et la Chine, même si la Chine faisait appel à l'U.R.S.S., même si l'U.R.S.S. entrainait en guerre contre les U.S.A. en Asie. Si le Pacte Atlantique est une assistance mutuelle, dans les esprits de ses signataires il ne peut s'agir que d'une assistance unilatérale, l'Amérique assistant l'Europe en cas d'agression. La réciprocité est difficilement admissible.

Cependant une lourde inconnue pèse

en Corée, ou plutôt sur les conséquences de cette guerre, en premier lieu la reconversion de l'industrie de paix américaine en industrie de guerre. Sur le plan diplomatique actuel, un fait est éloquent : l'U.R.S.S. est en paix, les U.S.A. en guerre. Voilà un aliment de choix pour tous les P.C., voilà qui enflamme le climat social en Europe, voilà qui va accentuer le déséquilibre économique, les budgets de guerre s'étant soudain démesurément gonflés. Autant d'avantages pour Staline.

Et si les U.S.A. réussissent à vaincre, que feront-ils une fois arrivés au 38<sup>e</sup> parallèle ? Que feront-ils de ce pays totalement ravagé ? On a déjà posé la question, on y a répondu : l'unification de la Corée sera alors inévitable, et inévitablement elle se fera au bénéfice de l'U.R.S.S. dont on connaît les procédés de propagande, les moyens de pression qui s'exerceront avec d'autant plus de facilité que le gouvernement de Syngman Ré était pour le moins impopulaire et que les bombardements « libérateurs » de l'aviation américaine ont laissé un souvenir plutôt favorable. Battu militairement, Staline sera quand même vainqueur.

Rien donc ne justifie l'intervention américaine en Corée et l'on est confondu de lire dans la Révolution prolétarienne, sous la signature de Louzon, « qu'il n'est question de bon sens qui ne finira par approuver la rapide et vigoureuse réaction des Etats-Unis ». Comment, sous prétexte de « libérer » un peuple, on ravage totalement son pays pour ensuite et selon toute probabilité, être forcé de l'abandonner à la dictature bolcheviste ? A qui fera-t-on croire que les Coréens, après le carnage, appelés

à se prononcer, voteront pour la poursuite du gouvernement de Séoul ? A qui fera-t-on croire que Truman a agi par philanthropie ? A qui fera-t-on croire qu'un peuple, même socialement atardé, ne comprendra pas qu'entre les « libérateurs » de Moscou et ceux de Washington, il n'y a pas de différence et que l'enjeu de cette guerre est purement stratégique ? A qui fera-t-on croire, enfin, que le démantèlement de cette tragédie ne peut, ne doit se découvrir qu'au sein du peuple lui-même, le jour où il refusera de choisir entre le canon yankee et le canon soviétique ?

Le seul argument qui milite en faveur de Louzon est celui d'après lequel il vaut mieux massacrer des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, raser les villes et les villages au Pays du matin calme, plutôt que de subir l'esclavage. Autrement dit, Louzon choisit le suicide.

Nous, nous choisissons la révolte. Ainsi que nous le faisons remarquer au début de cet article, le climat social n'est pas du tout favorable aux entreprises meurtrières des deux impérialismes. C'est déjà un espoir autrement sérieux, autrement moral que l'intervention américaine en Corée. Il nous faut nous efforcer à développer le défaitisme révolutionnaire, le défaitisme actif, celui qui se saisit des armes de ses maîtres présents pour les abattre. Le réarmement à outrance du capitalisme international, le jeu dangereux du stalinisme en Asie peuvent vouer à l'échec toutes les tentatives de localisation des conflits, tous les efforts de la diplomatie, et déchaîner le cataclysme. Le dernier espoir est entre les mains des peuples.

ERIC-ALBERT.

DANGERS DE L'ÉPARGNE

L'ÉPARGNE, depuis longtemps disparue des coutumes ouvrières, en raison du « minimum vital » vraiment trop minimum, représente pour le salarié le souvenir d'une époque d'inconscience, où l'homme supportait ses chaînes avec résignation.

Si l'épargnant d'aujourd'hui se recruta davantage dans la petite bourgeoisie, les dangers n'en sont pas moindres : si nous tenons compte du rêve secret de nombreux ouvriers.

La condition ouvrière ne peut être améliorée que par l'action des travailleurs. Pour ce faire, il est indispensable qu'une solidarité effective joue au sein du prolétariat. C'est pourquoi tout syndicaliste, tout révolutionnaire doivent lutter énergique-

ment contre la hiérarchie, les allocations familiales, les primes au rendement, etc., destinées à diviser une classe ouvrière qui paye, en définitive, les avantages accordés à quelques-uns qui, précisément, sont ceux qui désertent ses rangs et servent l'adversaire.

Mais ces éléments de division, s'ils sont nouveaux, ne font que renforcer une coutume des maîtres, bénéficiaires de l'Ordre social. La devise « Diviser pour régner » était déjà en vigueur au cours des années antérieures aux « réalisations sociales » (comme ils disent). Elle revêtait plus particulièrement l'allure du conseil paternel. Le moyen le plus utilisé était l'épargne. L'ouvrier honnête et consciencieux restait en place de longues années, et grâce à son revenu modeste certes, mais régulier, pouvait prévoir les jours sereins de la maladie et de la vieillesse. Il était au courant d'entendre, un patron qui donnait à peine de quoi ne pas mourir de faim à son employé, lui tenir ce langage paternel.

Un grand nombre d'exploités, victimes des préceptes ridicules et respect de l'autorité et de soumission au chef, assujettis aux dogmes civiques de la propriété, se privaient du nécessaire pour prélever sur des salaires de misère qui leur étaient versés, de quoi parer à la maladie toujours possible. Les vieux syndicalistes se souvenaient des difficultés rencontrées lorsqu'ils voulaient faire partager l'esprit de classe à ces malheureux, qui se croyaient libérés de l'esclavage par cette fausse vertu.

Ce danger, s'il mérite une certaine attention, n'est pas le plus grand mal de l'épargne. Aussi, est-il nécessaire de considérer les conséquences de cette pratique sur l'action révolutionnaire.

L'épargnant est, malgré l'apparence anodine de cette coutume, l'auxiliaire le plus précieux du capitalisme. S'il ne peut être qualifié de capitaliste, ce qui serait ridicule, il est cependant partie intégrante du système capitaliste dont nous souffrons. Toutes les petites sommes que le peuple dépose, ça et là, forme un important fond monétaire qui permet de faire les avances aux sociétés, sous forme de crédit. Celles-ci serviront à l'équipement, à la modernisation des entreprises et finalement, l'ouvrier qui aura « économisé » se verra réduit au chômage. Il sera en qualité de salarié contraint à subir une modernisation, qu'il aura favorisée en qualité d'épargnant.

Une étude sérieuse de cette question serait utile, mais la place manque dans les colonnes de notre « LIB ». Toutefois, il n'est pas inutile de rappeler l'aveu de certains économistes, qui, traitant des difficultés actuelles en matière financière, déclarent que sans l'épargne, les échéances de fin de mois auraient été impossibles au cours des dernières années. Comment mieux préciser l'importance de l'épargne, qu'en rapportant ces lignes du bulletin du C.N.P.F. (extrait paru à la Journée Vinicole du 27-7) :

« Ne nous dissimulons pas que le problème du crédit à court et à moyen terme, malgré les palliatifs qui peuvent être employés, demeure étroitement lié au rétablissement d'un marché financier par lequel se trouveront satisfaits les besoins à long terme. « Nous touchons là, à la fois, à l'insuffisance de l'épargne, aux excès de la fiscalité et à cette stabilité monétaire qu'il est essentiel de préserver et de consolider, parce qu'elle est, en soi, l'objectif final d'une économie aspirant à l'ordre et que, lorsqu'elle sera acquise, bien des choses nous seront données par surcroît. »

Tous commentaires ne pourraient atténuer le sens profond de ces lignes, que nous aimerions voir méditer dans les milieux ouvriers révolutionnaires.

Roger A.-PAON.

ERRATUM

Dans l'article « Lettre à un militant » paru dans le dernier numéro, au lieu de J.O.C., R.P.F., C.F.T.C., il faut lire J.O.C., M.P.F., C.F.T.C.

Il serait fâcheux de confondre le Mouvement Populaire des Familles avec la clique gaulliste.

Le collectif à 50 %

(Suite de la première page)

Toujours est-il qu'il y a un an une proposition de résolution « invitant le gouvernement à rétablir le collectif à 50 % » est restée sans effet, ainsi que le vote renouvelant cette invite, intervenu le 7 juillet 1950 par 391 contre 30 voix. Parmi les 30 opposants, on trouvait tout naturellement le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse, à l'Enseignement technique et aux Sports, l'inépuisable radical-socialiste, M. Morice, ainsi que, il ne faut pas l'oublier, ses collègues du gouvernement... Et pourtant, ainsi que nous l'apprend un communiqué du comité d'action :

M. Morice assure avoir obtenu un grand succès en faisant rétablir les billets « Bons dimanches » que ne peuvent utiliser tous ceux qui partent pour le week-end. Comment ajistes et campeurs pourraient-ils — comme il le leur demande — assurer le succès de l'initiative de M. Morice quand ils peuvent aller à moins de 50 km. de Paris pour un prix inférieur (compte tenu de la réduction de 30 % du collectif actuel) à celui de la plupart des billets « Bons dimanches » ?

L'inanité de cette mesure, au regard des véritables intérêts des pratiquants du plein air, est flagrante. Les ajistes, les campeurs, les scouts ne demandent pas qu'on néglige les promoteurs du dimanche que les billets « bons dimanches » ne gâtent d'ailleurs pas particulièrement non plus mais ils voudraient bien eux aussi obtenir quelques facilités et ils estiment que le retour au collectif à 50 % reste la manière la plus simple de leur donner satisfaction, ce qui n'a d'ailleurs pas empêché les jeunes de manifester publiquement, face aux brutes républicaines, notamment à Lyon, Nice, Paris et Bordeaux, qu'ils n'entendaient pas, contrairement aux allégations de ce même comité, obtenir de l'Etat « mieux et plus que de bonnes paroles ou des mesures inefficaces ». Ils savent que toutes les améliorations obtenues par les prolétaires ont dû être conquises de haute lutte et qu'elles sont

toujours constamment remises en question. Ils sentent également que tous les efforts qu'ils ont consentis n'auront pas été vains par le fait qu'ils ont fait la preuve de la force d'une jeunesse unie. A nous de hâter le moment où tous ces jeunes prendront conscience du fait que tous les problèmes qui se posent inéluctablement à eux, au cours de leur travail ou de leurs loisirs, sont liés. Ils pourront alors utiliser les leçons du passé et combattre pour une transformation profonde et concrète de la société.

Mais actuellement, il faut être conscient du fait que ce sont nos ennemis, le patronat, l'Etat et les politiciens qui ont pris l'offensive, et qu'il devient urgent de leur prouver que les jeunes aussi ont appris à lutter. Non, Monsieur le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse, à l'Enseignement technique et aux Sports, vous n'aurez pas le dernier mot, vous devez d'ailleurs le savoir aussi bien que nous.

CHARLES.

Le « Réveil » a 50 ans

Le 7 juillet 1900 paraissait le premier numéro du « Réveil », fondé par Louis Bertoni.

Grâce à l'inallassable dévouement de son créateur, disparu le 19 janvier 1947 et des militants anarchistes suisses, le « Réveil anarchiste », malgré des innombrables difficultés de tous ordres a toujours régulièrement paru. Que nos camarades, responsables du « Réveil », reçoivent à l'occasion du Cinquantenaire de leur Journal notre fraternel salut.

« LIB. »

CEUX QUI S'EN VONT

Le groupe de Saint-Etienne vient de perdre en quelques mois deux de ses meilleurs militants.

Notre bon camarade Raphaël Bénédictine vient, après une longue maladie de rejoindre dans la tombe son inséparable ami Eugène Soulié, décédé il y a quelques mois.

Leur souvenir restera gravé dans le cœur de ceux qui les ont connus et appréciés.

Le Groupe de St-Etienne.

Pensez aux

Charbons du « LIBERTAIRE »

LES CHARBONS DU « LIB » NOIX D'ANTHRACITE 1<sup>er</sup> CHOIX : 30/50 : 500 kgs. ... 5.250 fr. 1.000 kgs. ... 10.500 fr.

BRAISSETTES : 10/30 demi-gras 1.000 k. 6.000 fr.

ATTENTION ! — Une erreur de frappe sur notre prix-courant annonce les boulets d'antracite à 6.540 fr. Il faut lire 7.540. Veuillez nous en excuser.

ÉTUDES ANARCHISTES

Notre N° 6 a vivement intéressé nos lecteurs.

Nous préparons pour octobre un N° 7 centré sur la question de l'ETAT, dans lequel nous envisageons de confronter toutes les thèses émises sur l'Etat, depuis celle de « Mein Kampf » jusqu'à celle de Kropotkine.

Le numéro spécial sur la Résistance annoncé il y a quelques mois verra le jour ensuite, lorsque nous aurons recueilli la collaboration nécessaire.

Abonnement. — 5 N° : 175 francs. 10 N° : 350 francs. Etienne Guillemau, 145, quai de Valmy C.C.P. 5072-44 Paris.

Fédération Anarchiste

La Vie des Groupes

1<sup>re</sup> REGION LILLE. — Pour le service de librairie, s'adresser à Laureys G., 80, rue Franco-Ferré, à Fives-Lille (Nord).

LE HAVRE. — Un groupe étant en formation, les camarades du Havre sont invités, tous les vendredis soir, de 20 h. à 30 h. à 21 h. 30, Café Panier, 14, rue Trouville.

Montreuil-Bagneux. — Le groupe reprendra ses réunions habituelles à partir du 6 septembre.

2<sup>e</sup> REGION Tous les lecteurs et sympathisants de la région Marne, Aisne et Ardennes, qui s'intéressent à notre mouvement sont priés de se mettre en relation avec Jacques Toury, 13, rue Gosset, Reims (Marne), qui répondra.

3<sup>e</sup> REGION BORDEAUX. LIBRAIRIE SOCIALE. — Tous les dimanches, Vieille Bourse du Travail, rue Lalauze, 42, de 10 h. à 12 h. On y trouve livres, brochures et tout ce que la presse.

12<sup>e</sup> REGION Courrier administratif

MARSEILLE-CENTRE. — Nous informons les lecteurs du « Libertaire » que, depuis plusieurs semaines, les cours de notre « Centre de formation sociale » de Marseille ont repris. Ce cours, qui comporte un cycle complet de débats, intéressera aussi bien le militant, qui voudra parachever sa formation révolutionnaire, que le sympathisant, qui désire se mettre au courant de certaines questions cruciales telles que, par exemple, le pro-

RÉUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

Les Anarchistes face à la guerre

12<sup>e</sup> REGION NICE 25 août

à 21 heures, salle Carbonia rue Maccarani

MARSEILLE Vendredi 1<sup>er</sup> septembre à 19 heures

Salon Gaby, 127, rue d'Aubagne CANNES

Orateur : Devançon Pour la salle, consulter la presse locale

# CULTURE ET RÉVOLUTION

## Lutte de classe et démocratie bourgeoise

Staline est donc amené à énumérer les conditions du socialisme. Il écrit, page 40 : « La disparition de l'ancienne forme de production, la concentration suivie de la production capitaliste et la prolétarisation de la majorité de la société : telles sont les conditions nécessaires à la réalisation du socialisme. Mais cela ne suffit pas encore. La majeure partie de la société peut être prolétarisée, sans que toutefois le socialisme se réalise. Car pour réaliser le socialisme, il faut, en plus de tout cela, une conscience de classe, le rassemblement du prolétariat et l'aptitude à régler ses propres affaires. Et pour acquiescer toutes ces choses, il faut aussi ce qu'on appelle la liberté politique, c'est-à-dire la liberté de la parole, de la presse, des grèves et des associations, en un mot la liberté de la lutte de classe. »

Souignons en passant que Staline reconnaît ici l'importance de la conscience, bien qu'elle ne soit qu'un reflet des conditions matérielles, une forme par rapport à un contenu (1). Il reconnaît aussi le retard de la conscience. Et, en admettant que ce retard peut être comblé, il suppose que la propagande, les programmes vont avoir en eux-mêmes une force puissante qui permettra une avance de la conscience plus rapide que l'évolution matérielle à rattraper. Mais laissons de côté, une fois pour toutes, ces problèmes qui nous ont déjà permis de montrer l'autocontradiction de « scientifique » marxiste, les contradictions répandues dans sa métaphysique. Et appliquons-nous au côté politique de la controverse.

Staline, donc, compte sur la liberté politique et la démocratie bourgeoise pour permettre la lutte de classes. Il écrit encore : « La liberté politique est assurée le mieux et avec le plus de plénitude dans la république démocratique, si tant est naturellement qu'elle puisse, en général, être assurée en régime capitaliste. » Et plus loin, il ajoute : « Voilà pourquoi le programme marxiste, dans les conditions actuelles, comporte deux parties : le programme maximum qui se donne pour but le socialisme, et le programme minimum qui se propose de frayer un chemin vers le socialisme par la république démocratique. »

Quand on sait ce que firent les bolcheviks, en 1917, de la république de Kérénsky, on peut se demander s'ils estimaient alors que le prolétariat russe avait atteint toute sa conscience de classe et si oui, pourquoi ils instaurèrent une dictature du parti sur le prolétariat, ce prolétariat russe qui fut — et qui est encore après 33 ans de « socialisme ! » — traité comme une masse informe et sans volonté propre.

Staline apologiste de la république démocratique ? Il est vrai que c'était en 1906 et qu'il s'agissait de ne laisser aux anarchistes aucun argument sur la nécessité de la conscience révolutionnaire (terme plus exact que celui de conscience de classe qui peut se limiter au réformisme).

Quant à la lutte de classe, favorisée donc par la « démocratie », elle affecte, nous enseigne Staline, plusieurs formes : aussi bien la grève générale que le parlementarisme (2). On sait que les anarchistes furent exclus des congrès socialistes par leur refus d'accepter le parlementarisme. Si Staline, lui, considère que c'est un aspect de la lutte de classe, c'est que cette lutte a pour but principal non pas l'élevation de la conscience de classe comme il le laissait croire quelques pages plus tôt, mais : « La dictature socialiste du prolétariat, la prise du pouvoir par le prolétariat... » Et Staline ajoute : « De ce principe général dérivent toutes les autres conceptions tactiques. »

Et, bien entendu, l'organisation qui ralliera les éléments conscients : « Cette organisation est le parti social-démocrate du prolétariat », parti au sein duquel militent les bolcheviks (majoritaires).

Staline nous ayant exposé sa conception de la révolution et de sa préparation, passe enfin à la pesante recherche d'une argumentation contre les anarchistes. Que trouve-t-il ?

« Que les anarchistes sont des adversaires du socialisme prolétarien puisqu'ils ont reproché au Manifeste Communiste d'être un plagiat du « Manifeste » de Considérant ! Et Staline s'esouffle sur long des pages 45 à 49 à pourfendre la mauvaise exégèse des anarchistes. Pas de problème. Admettons même que les anarchistes aient à tort accusé Marx de plagiat, puis-je nous pourrons, ailleurs, revenir sur ce débat académique. Et plus vite que Staline, écrivons-nous : « Abordons la critique quant au fond ! » (3).

(1) Voir notre article n° 3.  
(2) Page 41, brochure de Staline : « Le socialisme ». — Page 49, op. citée.  
(3) Page 49, op. citée.

## Réponses à une "œuvre" de Staline (V)

# LE SOCIALISME ET L'ETAT

Staline reproche aux anarchistes ce passage de Kropotkine, qu'il cite page 50 : « Dans leurs projets... les collectivistes commettent... une double erreur. Ils veulent supprimer le régime capitaliste et ils gardent en même temps deux institutions qui sont la base de ce régime : le gouvernement représentatif et le travail salarié. Seulement... le gouvernement représentatif... se met à la place du patron... » (4).

Il cite aussi un passage d'un anarchiste géorgien : « Il faut une assemblée législative... il faut également un pouvoir exécutif, c'est-à-dire des ministres, toute sorte d'administrateurs, gendarmes et espions, peut-être aussi une armée, s'il y a trop de mécontents. » Et Staline de se gausser (nous sommes en 1906) de ces « accusations ». Cependant, l'histoire, depuis, a parlé, et c'est exactement ce que prévoyait nos amis qui s'est réalisé. « Le gouvernement à la place du patron », ne voilà-t-il pas une expression de Kropotkine à reprendre en 1950 ? Il est vrai qu'aujourd'hui, c'est bien l'idéal des Staliniens et Staline ne s'en cache guère qui fait glorifier l'Etat à chaque instant.

Il n'en était pas de même en 1906 et Staline, dont l'indignation vertueuse fait sourire amèrement, écrit face aux accusations d'étatisme : « Nous affirmons que tout ce que les anarchistes avancent dans ce cas est le résultat d'une inconscience ou bien un indigne commémage. » Et après avoir appelé à la rescousse Marx et Engels (entre autres les phrases fameuses sur l'extinction de l'Etat), il affirme, page 53 :

« Selon les social-démocrates, on le voit, la société socialiste est une société où il n'y aura pas de place pour l'Etat. »

(4) Les points de suspension sont de Staline qui affectionne les citations tronquées.

Nous avons vu que le Socialisme, pour les Anarchistes, avait pour base et pour but l'homme, l'établissement de rapports sociaux d'une certaine forme, en un mot, une conception de la civilisation, une éthique, que pour Staline, au contraire, le Socialisme inéluctable découle de l'évolution même du capitalisme, en dehors de toute conception morale, et que le prolétariat, parce que son développement était inscrit dans celui du capitalisme, serait la classe qui réaliserait le Socialisme.

Cette opposition sur la conception du Socialisme n'est pas étrangère à l'opposition des Anarchistes et des Marxistes sur le plan de l'action.

ce qu'on appelle l'Etat, pour le pouvoir politique avec ses ministres, ses gouverneurs, ses gendarmes, ses policiers et ses soldats. »

La encore, l'histoire a parlé et chacun sait aujourd'hui comment l'ail révolutionnaire du parti social-démocrate, les bolcheviks, a réalisé le socialisme sans ministres et sans gendarmes ! Et les « commémages » anarchistes prennent avec le temps un relief extraordinaire, une valeur prophétique.

La dictature du prolétariat

Il est vrai que Staline ajoute : « La dernière étape de l'existence de l'Etat sera la période de la révolution socialiste, alors que le prolétariat prendra possession du pouvoir d'Etat et fondera son gouvernement propre (la dictature) afin d'abattre définitivement la bourgeoisie. Mais, une fois la bourgeoisie supprimée, les classes supprimées et le socialisme instauré, on n'aura plus besoin d'aucun pouvoir politique, et ce qu'on appelle l'Etat passera dans le domaine de l'histoire. »

Ainsi, il y aura tout de même un Etat, mais tout juste pendant le temps de l'explosion révolutionnaire. Admettons, généreusement, que cette période « transitoire » s'échelonne sur quelques années. Mais comment admettre

leur centralisation minimum contre l'ennemi, mais tout cela sous-tendu par la volonté des masses s'exprimant dans leurs syndicats, conseils, communes, milices ; c'est le fédéralisme opposé à la bureaucratie, le peuple en armes opposé à l'armée et aux polices. C'est la Commune de Paris, c'est Barcelone 1936, c'est Makho contre Trozki, c'est Kronstadt. Ce n'est pas la dictature du prolétariat sous la forme Etat, c'est-à-dire sous une forme qui rend le prolétariat esclave des chefs les plus arrivistes, les plus centralistes, c'est si l'on y tient, la dictature du prolétariat, mais sous la forme d'une fédération d'organisations dans un climat de liberté et d'initiatives de la base. C'est ce que notre regretté Camillo Berneri, notre plus grand théoricien contemporain, dans « Guerre de classes en Espagne » appelait « le pouvoir ouvrier direct » et non la dictature du prolétariat, terme trompeur et équivoque permettant à Staline, comme à tant d'autres, de jouer sur les mots et d'attirer peut-être quelques naïfs. Lénine, dans « L'Etat et la Révolution » et dans bien d'autres écrits où il déclarait que les bolcheviks voulaient eux aussi seulement fédérer les soviets et créer un Etat qui serait en fait la négation de l'Etat, sans bureaucratie et sans armée spécialisée, tenta aussi de séduire les anarchistes. Et c'est en répondant à Lénine que C. Berneri précisait que les anarchistes ne niaient ni les tâches révolutionnaires, ni la nécessité d'organes de lutte, mais les concevaient autrement que sous la forme « Etat ».

Quant à la thèse sur le « déprérissement de l'Etat », il n'en est pas une que l'histoire ait plus démentie.

A chaque fois d'ailleurs, que les marxistes ont été pris au mot et qu'on leur a demandé de donner un aperçu de ce que serait la dictature du prolétariat, ils ont répondu : « la Commune de Paris ». Staline n'y manque pas et s'efforce de la justifier, page 59, en citant le « Comité Central » démocratique et ouvrier de la Commune. Et il ose citer l'historien Arthur Arnould qui écrit : « Une Révolution éclatée qui n'était représentée ni par un avocat, ni par un député, ni par un journaliste, ni par un général. A leur place, un mineur du Creusot, un ouvrier relieur, un cuisinier, etc. » et encore : « ...car la Commune n'était qu'un pouvoir moral et n'avait d'autre force matérielle que le consensus universel des citoyens, il (le peuple) se fut à lui-même sa police et sa magistrature. »

C'est cette Commune que les Anarchistes admirent, cette Commune, pouvoir populaire réel, et non Etat au sens bourgeois ou bolchevik du terme. Car les bolcheviks réalisèrent non une Commune (ils écrasèrent celles d'Ukraine et celle de Kronstadt) mais un Etat qui eut sa police distincte du peuple, son armée remplaçant les milices populaires, et son gouvernement d'avocats et d'intellectuels où on aurait cherché en vain le mineur ou le relieur du Comité Central de la Commune.

Staline sans doute n'a pas relu son texte avant la publication de sa brochure — il s'agissait de faire vite contre les « déviations » anarchistes dans le parti et les progrès anarchistes dans les masses — puisqu'on peut y lire, pour finir, cette phrase savoureuse :

« Ici, c'est la masse qui est à la tête de la dictature ; point de place ici pour la camarilla, ni pour les décisions secrètes. Tout ici se fait ouvertement, en pleine rue, aux meetings, et cela parce que c'est une dictature de la rue, de la masse, une dictature dirigée contre tous les oppresseurs. »

Nous ajouterons : C'est donc pas une dictature, mais l'action et le pouvoir directs du peuple. C'est la Commune de la révolution libérale, c'est le contraire de ce qui est en U.R.S.S. et ses satellites.

Staline termine en écrivant triomphalement :

« Messieurs les Anarchistes ont confondu ces deux dictatures qui s'excluent mutuellement, et c'est la raison pour laquelle ils se trouvent dans une situation ridicule ; ils combattent non le marxisme mais leur propre fantaisie. »

## LES LIVRES

Nous avons eu l'occasion, autrefois, de parler dans ces colonnes, du livre de Margaret Buber-Neumann, ancienne communiste allemande, réfugiée en U.R.S.S., au moment de l'accession au pouvoir du Nazisme, emprisonnée comme « déviationniste » dans les camps de concentration staliniens, et remise par le Gueprou dans les mains de la Gestapo qui l'envoya, à son tour, dans les camps de concentration nazis.

C'est une expérience comparable que relate Elinor Lipper dans « Onze ans dans les bagnes soviétiques ». Elle aussi, communiste antifasciste, fut devant Hitler et se réfugia dans le « Paradis soviétique ». Elle parcourut l'extrême-nord sibérien, déguisée et affamée, abrutie de travail et de froid, dans les camps de la mort où l'a placée la sollicitude bureaucratique après une période de jugement. Elle voit les hommes et les femmes tomber comme des mouches au service de ces nouvelles pyramides qu'est la mise en exploitation économique des pays de l'or, du bois, des grands froids. Elle y apprend que l'U.R.S.S. est le pays de la terreur, de l'injustice, de l'exploitation, sous la poigne des bureaucrates jouisseurs. Elle y apprend que le Socialisme est autre chose que ce que défendent les Partis Communistes.

Je me contenterai donc de quelques réflexions sur un point précis, je veux dire le crétinisme congénital des gogos « progressistes » qui vont admirer les réalisations soviétiques. Le triste M. Wallace, alors vice-président des U.S.A., visita, pendant la guerre, Kolyma, centre concentrationnaire de la Sibérie du Nord — et ne vit rien de ses centaines de milliers de forçats. Le N.K.V.D. avait soigneusement préparé la mise en scène, et le trop crédule Wallace, publiant ses impressions dans son livre « Mission en Asie Soviétique », de s'exclamer : « ...Ainsi les enfants et les petits-enfants de ceux qui furent jadis bannis en Sibérie y retournent au siècle de la machine en pionniers du progrès, en bâtisseurs de villes. Tu parles ! comme on dit, »

Mais la véritable question est celle-ci : qu'il est très probable que l'honorable M. Wallace avait au moins une petite idée de ce qui se passait réellement derrière le décor. Il est même très probable qu'il vice-président des U.S.A. ait ignoré l'importance de la zone militaire de concentrationnaire dans l'économie des régions asiatiques qu'il était précisément chargé d'étudier. Seulement, M. Wallace était un homme d'Etat en mission, et n'est-ce pas, dans ces cas-là, on ne va pas chercher des poux dans la tête aux honorables gentlemen du Kremlin, alliés dans la « Croisade des Démocraties contre le Fascisme » (sic). Voilà qui a de quoi nous rassurer sur la façon dont

## 11 ans dans les bagnes soviétiques

le Département d'Etat et Wall Street entendent protéger « nos libertés » françaises, toujours au nom de la démocratie, toujours au nom de la liberté. En fait, l'Union soviétique de Staline se concentre absolument de la liberté des peuples, et dans la mesure où l'intérêt de leurs classes dirigeantes passe par la dictature, ils sont pour la dictature. C'est pourquoi l'on ne voit pas pourquoi l'on se battra plus pour Truman que pour Staline, ou vice-versa.

Que l'on ne croie pas que je me sois laissé entraîner loin de mon sujet. « Onze ans dans les bagnes soviétiques » rappelle justement que, pleine zone, deux pièces ; nous étions cinq enfants. Au-dessus de nous, un ciel d'eau de vaisselle, rien devant, rien derrière », il a hanté les soupes populaires et dormi sous les ponts (« Les halles, Strasbourg-Saint-Denis, les cloches, les ponts, ... la zone lance loin sa graine. Mais Hubert aimait les fleurs, mais Louise était vierge »). Puis très vite, il devient ardemment conscient de la fraternité humaine. (« On cherche Dieu, on le manque. On cherche l'amour, on le manque. On cherche des frères, on les trouve »). Et il part sur les routes de France avec un copain vivre la nature, le dur travail

si nous voulons un monde fraternel et libre, il reste à construire. Et cela est laborieux et contre les gens en place qui se réclament de la fraternité et de la liberté, et des gouvernements plus faibles qui se font leurs laquais, orientaux ou occidentaux. Que ceux qui ne lisent se représentent dans leur chair ce qu'est un monde concentrationnaire (et le livre d'Elinor Lipper les y aidera). Ils verront alors qu'ils ne peuvent être que des Révolutionnaires, ou des salauds.

René MICHEL.

(1) Nagel, éditeur, 1950.

## VEILLE DE FÊTE

Roger Boutefeu conserve une place au sein du mouvement libéral. Ne serait-ce que par son œuvre qui a pour titre « Veille de fête » (1). Il démontre qu'il reste avant tout un camarade. En effet, malgré les différences de formation et d'expérience, Roger Boutefeu reste près de nous de par toutes les émotions qu'il a éprouvées et qu'il a su en artiste nous faire partager.

Cet ouvrier rotativiste, qui s'exprime dans une langue d'une poésie extraordinaire, qui rappelle celle des meilleurs romanciers contemporains, a connu la misère dès son enfance (« Nous habitons en

pleine zone, deux pièces ; nous étions cinq enfants. Au-dessus de nous, un ciel d'eau de vaisselle, rien devant, rien derrière », il a hanté les soupes populaires et dormi sous les ponts (« Les halles, Strasbourg-Saint-Denis, les cloches, les ponts, ... la zone lance loin sa graine. Mais Hubert aimait les fleurs, mais Louise était vierge »). Puis très vite, il devient ardemment conscient de la fraternité humaine. (« On cherche Dieu, on le manque. On cherche l'amour, on le manque. On cherche des frères, on les trouve »). Et il part sur les routes de France avec un copain vivre la nature, le dur travail

de leur mort ou de leur aliénation ; cependant qu'à leur état-major on va jusqu'à invoquer la désertion pour expliquer la quadruple disparition et comme il faut un responsable, c'est le caporal Unzel qui « tringue ». Allons-nous invoquer Kafka pour juger du fond de ce roman, Camus pour le style, Edgar Poe pour l'ambiance et Sartre pour le thème ? Nullement ! Car depuis « Pain de soldat » (2) nous avons appris à apprécier et à lire Henri Pouillat.

André PREVOST.

(1) En vente : 240 fr. franco.  
(2) En vente : 495 fr. franco.

vall, l'amour pour ses frères. Premier contact avec les révolutionnaires chez des bûcherons.

Mais il faudrait citer le roman tout entier ! Les pages qui nous parlent des camarades : Louis Lecoq, Emile Cotin, Sébastien Faure et aussi Prévost, Roger Blin, Bussières, Grello, Lucien Feuillade, Emile Veran, Prassinou, Cordeau, Verdier, comme Jean-Louis Barault ou Gérard Leretour. Celles aussi, magnifiques, sur la Révolution d'Espagne, les reportages du combattant pour le « Libéraire », la mitrailleuse « Muyer », les ardens dynamitères de « Todonada » et aussi sur la militante Juanita. Quelle vie, dans ce tableau décrivant Juanita et Boutefeu montant la garde sur le sommeil des camarades, quel amour !

Et maintenant, en 1950, à 50 ans, Boutefeu, comme nous l'apprend l'excellente préface de Louis Pauvres, songe à monter une communauté montagnarde. Mais n'a-t-il pas dit : « Maintenant, je ne serai plus jamais seul » ? et « Je ne veux pas être un bourreau » ?

Aussi il est certain, et ceux qui l'ont connu en témoignent, que quoi qu'il arrive, Boutefeu ne restera pas en dehors de l'édification d'un monde nouveau. Nous lui souhaitons le courage et aussi l'amour.

Charles DEVANÇON.

(1) En vente : 290 fr. (franco : 330 fr.).

## CE QU'EST L'ANARCHISME

LYG : Vers un monde libéral ; 15 fr. (25 fr.).  
F. A. : Les Anarchistes et le Problème Social, 20 fr. (30 fr.). — P. BERNARD : Le Fédéralisme Libéral, 10 fr. (20 fr.).  
C.-A. BONTEMPS : L'Essai Libéral, 5 fr. (10 fr.). — P. KROPOTKINE : L'Anarchie, son Idéal, sa Philosophie, 50 fr. (40 fr.).  
Aux Jeunes Gens, 10 fr. (20 fr.). — R. ROCKER : De l'autre Rive, 3 fr. (8 fr.). — Y. FOUVER : Réflexions sur un monde nouveau, 5 fr. (10 fr.). — F. ROTHEN : La Politique et les Politiciens, 20 fr. (30 fr.). — BARBELOTTE : Pour la Justice Economique, 10 fr. (20 fr.). — M. BAKOUNINE : L'Organisation de l'Internationale, 5 fr. (10 fr.). — P. GILLET : L'intégration Humaine, 10 fr. (20 fr.). — T. L. La Laiterie, 12 fr. (22 fr.). — IGNOTUS : Asturies 1934, 12 fr. (22 fr.). — A. PRUDHOMMEAUX : Catalogue Libéraire (1936-1937), 40 fr. (55 fr.).  
G. LEVAL : Anarchisme et Abandonisme, 5 fr. (10 fr.). — E. RECLUS : L'Anarchie, 10 fr. (20 fr.). — A. MICHEL : Prise de

## SERVICE DE LIBRAIRIE

50 fr. (65 fr.). — Le Révolution et le socialisme en Espagne, 100 fr. (130 fr.). — J. BURNIAM : L'ère des Organisations, 300 fr. (330 fr.). — ERNESTAN : La Contre-Révolution Etatique, 15 fr. (20 fr.). — R. LUYE : BOURG : Réforme et Révolution, 90 fr. (105 fr.). — M. YVON : Ce qui est devenu la Révolution Russe, 60 fr. (75 fr.). — G. LEVAL : Le Nouveau Impérialisme Russe, 40 fr. (50 fr.). — R. LOUZON : L'ère de l'Impérialisme, 80 fr. (95 fr.). — M. COLINNET : La Tragédie du Marxisme, 300 fr. (410 fr.). — G.A. BONTEMPS : Le Décreté devant l'autorité, 120 fr. (135 fr.). — P.L. TOMORI : Qui succèdera au Capitalisme ? 40 fr. (50 fr.). — M. GRAHAM : Pour la Liberté de Pensée violée, 10 fr. (15 fr.). — E. de la BOITTE : Discours de la Servitude volontaire, 300 fr. (330 fr.). — J. DUBOIN : L'Economie Distributive, 100 fr. (115 fr.). — E. BERTH : Guerre des Etats et Guerre des Classes, 200 fr. (230 fr.). — Du Capital aux Réflexions sur la Violence, 150 fr. (180 fr.). — PRADAS : La Crisla del Socialismo (en espagnol),

GE : L'Affaire Toulay, 380 fr. (425 fr.). — GUY VINATREL : L'U.R.S.S. concentrationnaire, 150 fr. (180 fr.). — J. MARGOLINE : La Condition inhumaine, 630 fr. (675 fr.). — SANDOR GARAY : Volontaires pour la potence, 225 fr. (255 fr.). — GREGOR VASSILIEF : Mon amie Vassia, 390 fr. (420 fr.).

## CRITIQUES SOCIALES

RHILLON : La Ligue du Progrès et l'interprétation Marxiste, 5 fr. (8 fr.). — E. RECLUS : La Peine de Mort, 5 fr. (8 fr.). — J. DUBOIN : L'Economie Distributive, 100 fr. (115 fr.). — E. BERTH : Guerre des Etats et Guerre des Classes, 200 fr. (230 fr.). — Du Capital aux Réflexions sur la Violence, 150 fr. (180 fr.). — PRADAS : La Crisla del Socialismo (en espagnol),

## REVUES

« Etudes Anarchistes », nos 2, 3, 5 et 6, le n° 40 fr. — « Défense de l'Homme », le n° 40 fr. — « L'Unité », le n° 15 fr. — « L'idée libre », le n° 20 fr. — « Pensée et Action », le n° 32 francs.

## SYSTEMES TOTALITAIRES

D. ROUSSET : L'Univers Concentrationnaire, 180 fr. (210 fr.). — Les Jours de notre Mort, 570 fr. (640 fr.). — A. KOESTLER : Le Zéro et l'Infini, 240 fr. (270 fr.). — Le Yogi et le Commissaire, 240 fr. (270 fr.). — E. KOGON : L'Enfer organisé, 300 fr. (345 fr.). — J. VALTIN : Sans Patrie ni Frontières, 595 fr. (665 fr.). — M. CEYRAT : La trahison permanente, 150 fr. (180 fr.). — F.A.C.B. : Les Bulgares parlent au monde, 50 fr. (60 fr.). — A. ROSSI : Physiologie du Parti Communiste Français, 490 fr. (550 fr.). — M. BUBER NEUMANN : Déportée en Sibérie, 295 fr. (325 fr.). — V. SER-

## HISTOIRE

A. SERGENT et G. HARMEL : Histoire de l'Anarchie, tome I, 690 fr. (785 fr.). — L. BISSAGARY : Histoire de la Commune, 400 fr. (445 fr.).

CRAPOUILLOT : Histoire de la Guerre (fasc. I), 250 fr. (295 fr.). — (fasc. II) 250 fr. (295 fr.). — (fasc. IV) 300 fr. (345 fr.). — (fasc. V) 300 fr. (345 fr.). — Bobards 3945 : 300 fr. (330 fr.). — Francois BARRETT : Histoire du Travail, 90 fr. (105 fr.). — DOLEANS : Histoire du Mouvement ouvrier (tome I 1838-1871), 450 fr. (495 fr.). — (tome II 1871-1936), 450 fr. (495 fr.). — ALEXANDRE : Avènement de la France Ouvrière, 210 fr. (240 fr.). — L. LOUVET : Découverte de l'Anarchisme, 25 fr. (35 fr.). — B. FOUGERE : La Vie Héroïque de Rosa Luxembourg, 40 fr. (50 fr.). — DOMMANGER : Jacques Roux, le Curé Rouge, 100 fr. (130 fr.). — Ida METT : La Commune de

Kronstadt, 100 fr. (130 fr.). — P. LAPEYRE : De Gaule tout nu, 25 fr. (35 fr.). — A. LORULOT : Les Crimes de la Colonisation, 20 fr. (30 fr.). — HEM DAY : Le Fascisme contre l'Intelligence, 15 fr. (20 fr.). — A. KOESTLER : Analyse d'un miracle : 600 fr. (645 fr.). — André et Doré PRUDHOMMEAUX : Spartacus et la Commune de Berlin 1918-1919, 150 fr. (180 fr.).

## "Le Crapouillot"

Magazine non conformiste vient de publier le Tome I et le Tome II Histoire des Contemporains Le tome, prix : 300 fr. ; franco 350 fr. C.C.P., E. Guilleman 5072-44.

Prrière d'ajouter 25 francs de plus que votre envoi soit recommandé. Nous ne répondons pas de pertes postales, si la colla n'est pas recommandée. Tous les envois de fonds doivent parvenir à E. GUILLEMAN, 145, quai de Valmy, Paris (X<sup>e</sup>), C.C.P. 5072-44.

Fontaine

Erratum : Dans le précédent article (« Lib. » n° 237) on fait dire à Engels dans la 3<sup>e</sup> colonne : « Si nous n'avions pas la conscience de l'injustice », c'est « si nous n'avions que la conscience... » qu'il fallait lire.

**SALAIRE MINIMUM: 13.500 francs !**

## Une provocation gouvernementale

DEPUIS huit mois, économistes, « syndicalistes », mathématiciens, politiciens, représentants patronaux s'agitent autour du problème que pose l'alimentation et l'habillement du salarié tout-venant, le manœuvre dit : léger. Quant aux « salaires » du patronat, des députés, des ministres, des financiers, des évêques, des généraux et autres spécimens de citoyen sélectionné, on n'en parle pas. Mais il n'y aurait plus grand-chose à dire de cette affaire où l'odeur de la dispute à l'imbecillité, si le gouvernement ne s'en était saisi en dernier ressort, afin de fixer ce minimum vital à 13.500 fr. pour 40 heures dans la région parisienne, et à 11.100 francs pour la zone la plus défavorisée. En sa qualité de 1<sup>er</sup> Patron de France, l'Etat donne un exemple de férocité et d'exploitation qui va enchanter M. Villiers. Pourtant, la hausse ne cesse de s'accroître : produits laitiers, viande, légumes atteignent des niveaux records, et 2.000 milliards vont être jetés dans le gouffre de l'armée. Les marchandages, l'apréture des discussions qui se sont engagées autour du salaire minimum, la désinvolture avec laquelle on maintient le prix du sucre en transformant le jus de betterave en essence, le stockage du beurre, du vin, l'augmentation du prix du blé, mesures criminelles prises sans discussion notable, illustrent bien la volonté du gouvernement et des partis de maintenir, de consolider les bénéfices du patronat grand et petit, et de sacrifier les producteurs à une politique qui nous mène à la guerre par le chemin de la misère.

Et quand nous disons les partis, nous entendons jusque et y compris le parti stalinien. Il n'y a qu'à lire la prose de Racamond dans le « Peuple » du 23 août pour s'en convaincre. On voudrait bien savoir combien gagne ce racamélon qui hier dénigrait violemment l'échelle mobile mais qui aujourd'hui l'exige après fixation d'un minimum de 17.500 francs ! Mais cette ficelle est un peu grosse, on en conviendra. Basé l'échelle mobile sur un salaire que ce lamas reconnaît lui-même à peine suffisant pour assurer la nécessité de l'existence, c'est faire le jeu du patronat et du gouvernement. C'est aussi entretenir le mécontentement parmi les travailleurs, c'est s'opposer hypocritement à une réelle amélioration de leur sort. Car, nous ne leurons pas : la C.G.T., courtoise officielle du P.C.F., se doit d'entretenir un climat social défavorable afin de pouvoir crier bien haut, aux prochaines élections, que seul un gouvernement d'unité démocratique, etc. ; toutes les racamondes pour « l'unité autour des 17.500 fr. » — en attendant l'unité autour des urnes le prouvent bien.

Nous l'avons dit. Nous le répétons. Trente mille francs, écrasement de la hiérarchie, 40 heures, ne forment plus aujourd'hui que la base d'accord d'un programme minimum seul capable de créer une unité autour de quelque chose qui en vaut la peine. Et que l'on ne vienne pas crier à la démagogie ! Que l'on supprime les budgets de guerre, que l'on diminue d'autant les impôts, que l'on expédie les flics aux mines ou aux champs, que l'on écrase un peu la hiérarchie et la marge bénéficiaire du patronat et ces 30.000 francs seront vite trouvés. Unifié, oui. Non pour entretenir un système incohérent et meurtrier, mais pour amorcer le combat révolutionnaire. Jean CLARI.

### La terre appartient aux consommateurs

## L'ORGANISATION AGRICOLE

L'économie agricole est l'ensemble des techniques dont la mise en œuvre assure la production des aliments nécessaires à la satisfaction des besoins des consommateurs.

Les exploitations agricoles : grandes, moyennes et petites, sont des surfaces organisées pour la production agricole.

Elles diffèrent les unes des autres, non seulement en grandeur, mais davantage encore en qualité, rendement et servitudes.

Ces différences s'accroissent non seulement entre exploitations de catégories différentes, mais aussi et très souvent dans des exploitations de même catégorie.

De même que des terres tenues par des exploitations différentes en grandeur peuvent présenter les mêmes qualités...

La grande exploitation et, très souvent, la moyenne, sont avantagées par ce fait que la grandeur des parcelles permet leur exploitation mécanique « maxima ». Ceci, dans un monde capitaliste où l'industrie ne recherche que des clients solvables.

La petite exploitation est désavantagée par ce fait que ne possédant pas de capital circulant, elle n'offre pas un « marché intéressant ». L'industrie la néglige et elle devient difficilement rentable.

Mais le marché offert par les grandes exploitations est rapidement saturé. D'où la nécessité pour la grande industrie de construire désormais pour la petite exploitation.

Où la petite propriété est équipée le rendement réel et vénal dépasse celui de la grande propriété.

Ceci, du fait que l'homme responsable de la petite exploitation lui apporte des soins qu'on néglige dans la grande.

Il s'agit là d'un comportement humain qu'aucune théorie ou révolution ne saurait modifier.

Là où l'agriculture est la plus florissante, là où elle donne la rente la plus haute, les rendements les plus élevés, c'est au Danemark, pays de petite propriété et de coopération.

Il est donc faux de prétendre que la petite exploitation est un obstacle au progrès agricole. Le danger réel est dans le droit de propriété.

Mais alors, pourquoi s'est accrétée cette version que la Révolution socialiste exige la substitution de la grande exploitation à la petite ?

Nous devons cette théorie au socialisme allemand.

En Allemagne, la masse parut une nécessité du socialisme lui permettant d'exercer le maximum d'influence sur le nombre, dans l'espace et dans le temps.

C'est ainsi que ce socialisme se réjouissait de la prolétarisation des paysans appelés vers les centres industriels, sous le prétexte qu'elle lui fournissait des masses électorales.

Comme tous les paysans ne pouvaient devenir des citadins, il y avait lieu de souhaiter leur concentration sur des exploitations colossales.

D'où le plan : rassembler terres et hommes.

Inspirés par ces motifs politiques, les théoriciens socialistes s'évertuèrent à démontrer la supériorité de structure, de rendement et de fonction sociale de la grande exploitation sur la petite.

Or, cette théorie économiquement et théoriquement fautive s'est heurtée au sentiment naturel des paysans — sur-

tout en France — qui est de s'engager sa responsabilité totale que sur une exploitation dont il est le seul responsable.

Devant cet obstacle infranchissable, les libéraux jusqu'à ce jour, se sont refusés à étudier le problème.

Les socialistes ont régressé et pour ne pas se couper des campagnes ont admis le maintien de la petite propriété.

Les bolchevistes la multiplient d'abord, l'encadrent peu à peu pour la supprimer dès qu'ils sont réellement maîtres de l'économie.

Mais c'est un fait public que les rendements individuels, dans les kolkhoses, sont déficitaires.

La vérité scientifique serait donc que la petite exploitation répond à une aspiration humaine qu'on ne saurait détruire par la force. Et qu'il y a intérêt pour la consommation et l'évolution à diriger cette économie vers des fins collectives progressives.

La coopération, la mise en commun des instruments de production, la transformation des produits agricoles, la répartition directe aux consommateurs nous apparaissent donc comme des activités pré-révolutionnaires dont il faut diriger le développement

La mise en relief de ces nécessités sociales entraîne fatalement la répudiation du droit de propriété absolument incompatible avec le droit de consommation.

La propagande paysanne doit donc être axée sur cette vérité fondamentale, à savoir que : la terre comme l'usine n'a d'autre fonction que de satisfaire la consommation, et que le droit de disposer de ses terres à sa guise n'est pas une liberté, mais un geste arbitraire, monstrueux et antisocial par lequel le droit de consommation devient illusoire, car subordonné au bon plaisir des producteurs.

La terre n'appartient pas plus aux paysans que l'usine aux ouvriers, mais très simplement et nécessairement aux consommateurs, producteurs ou non producteurs. Les hommes se sont rassemblés, ont forgé entre eux et pour tous une société, dans le but d'assurer leur droit de consommation par la sécurité et l'intelligence collectives.

Le droit de production est donc subordonné au droit de consommation.

La production ne peut pas être libre, elle doit être organisée non pour le Profit, mais pour l'Homme.

MICHAUD.

## LES BEAUTES DE LA S.N.C.F.

Nous savons que MM. les Directeurs, Chefs de services, Ingénieurs et autres « hauts gradés » de la S.N.C.F. n'ont pas de haine pour les lampistes. La haine, en effet, est un sentiment...

Mais, nous, à qui la liberté de penser, de parler et d'écrire n'a pas encore été supprimée, nous avons le droit de dire que ces « grands seigneurs », à qui le pain n'a jamais manqué, pratiquent un jeu de massacre, abattant ici, guillotinant là, usant de la conception du chantage, de la fraude, de la menace...

Bien sûr, les « Intaillables » de la hiérarchie et leurs valets diront que ce sont là, les élucubrations de cerveaux fêlés. Mais au fond, ces messieurs, rien de tel. La vérité est bien celle que nous dénonçons.

L'article 1, du livre 1, de la fameuse Convention collective dit : « La S.N.C.F. s'engage à ne pas tenir compte des opinions ou de l'activité syndicale. Il ne doit exister dans les dossiers individuels, aucune mention relative à la qualité de syndiqué. »

En lisant cela on pense à Anatole France : « Il y avait beaucoup à dire sur cette justice des nations « polies, dont les vengeances sont « plus cruelles que le crime même. »

Le respect de la Liberté que la S.N.C.F. affiche dans sa convention collective est bien souvent fort limité dans la réalité.

Il est toujours facile à la hiérarchie de « marquer » les agents « dangereux » sans que cela figure sur les dossiers.

Rien que pour la notation, bien que les délégués assistent aux Comités chargés d'attribuer les notes aux agents, c'est le Chef du service qui a des pouvoirs dictatoriaux. Pour trancher en dernier ressort.

D'autre part, un chantage savamment organisé par la hiérarchie sert d'arme à celle-ci. Un recevoir protège parce que ses repos ne lui sont pas accordés conformément à la réglementation du Travail, il fait agir son syndicat et les pouvoirs compétents, les Chefs s'inclinent. Six mois

plus tard, on trouve une erreur de quelques centaines de francs dans la caisse de ce recevoir et on lui octroie un blâme qui lui supprime tout ou partie de sa prime de fin d'année. S'il avait accepté de travailler un mois sans repos, un simple rappel à l'ordre aurait réglé la question.

C'est ça la vengeance de la hiérarchie !

Autre cas. Notre camarade L... se voit assigner un doigt dans une porte de wagon. Il va trouver le Chef. Celui-ci commence à se lamenter, non bas sur le sort de L..., mais parce qu'il n'aura pas d'autre agent pour assurer le départ du train, puis il place cette savoureuse réflexion : « Je ne comprends pas comment vous faites, il y a 20 ans que je suis au chemin de fer, et je ne me suis jamais blessé », et L... de répondre : « Je me demande comment vous pourriez faire avec votre stylo. » Le sang du chef ne fait qu'un tour, cet anarchiste de L... lui a manqué de respect. Demande d'explication et un beau blâme pour L... viennent couronner cette affaire.

Nous pourrions aussi dénoncer les scandales de l'hygiène, des examens, etc... Il nous faudrait plusieurs pages.

Nous le ferons dans les jours à venir. Mais les simples faits que nous signalons aujourd'hui doivent mettre les cheminots en garde, s'ils ne s'unissent pas, ils seront mangés à la fois par les vermines de la hiérarchie et par les requins de la politique.

Raymond BEAULATON.

### LE LIBERTAIRE doit vivre !...

Amis lecteurs, militants, nous traversons d'incroyables difficultés financières. Chaque parution de notre « Lib » est un vrai miracle. N'oubliez pas que sans une aide accrue de tous, le Libertaire, dernier organe de la liberté, risque la mort. Souscrivez ! Souscrivez ! Souscrivez !

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

### AU CONGRÈS DES INSTITUTEURS

## LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT

Poursuivant méthodiquement son exposé, il en est arrivé aux moyens propres à réaliser cette réforme. Au sommet une commission nationale de la Réf. de l'Ens., comprenant le ministre de l'E.N., les représentants de la F.E.N., de l'Enseignement supérieur, de l'Administration universitaire, le ministre des Finances, etc... A la base les commissions départementales — à l'image de la C.N. — dont le rôle est de dresser la carte scolaire, répartir les établissements selon les modalités de la réforme, selon leur nature et leur rôle, répartir les élèves dans les diverses classes, déterminer le nombre de maîtres de tout ordre et de toute spécialité, établir le financement nécessaire à la mise en route de la nouvelle organisation.

Le même travail se poursuit sur le plan régional, puis sur le plan national. Il s'effectue en liaison avec les organismes de statistique économique.

Supposant le problème résolu, Denux a ensuite étudié le processus d'organisation de l'enseignement, par paliers, de la théorie à la réalité fonctionnelle, depuis 1950 jusqu'en 1960.

Un précédent article a traité des fondements de la Réforme de l'Enseignement conçue par la commission pédagogique du S.N.I. Le rapporteur Denux a mis en lumière qu'une réforme de structure n'a de raison, de sens, que si elle correspond à la volonté d'améliorer la condition spirituelle et matérielle du peuple.

Le tout, a déclaré en substance le rapporteur, constitue « un plan cohérent et complet et réalisable à condition qu'il soit appliqué entièrement et sans obstacles ».

Bien que dans son envoi final il ait revêtu le manteau de l'apôtre inspiré d'une estimable religion — la tâche de « l'homme en proie aux enfants » (A. Thierry) n'est-elle pas d'ailleurs comparable à un apostolat ? — Denux n'est pas dupe du mirage. Il n'élude donc pas les difficultés : l'argent, l'Etat, la guerre.

Le financement de la réforme ? Le rapporteur imagine le sourire sceptique de ses collègues. Pour en arriver là, a-t-il dit, « il faudrait la compréhension totale des pouvoirs publics ».

L'application loyale du plan, cela suppose que la société met à la disposition de toutes les familles, tous les crédits, tous les moyens propres à assurer le développement scolaire normal de tous les enfants. « Cela suppose une réforme économique et sociale sans laquelle toute mesure n'est qu'une demi-mesure ». Enfin, dira-t-on, à quoi bon se leurrer et s'engager dans la voie des illusions quand une bombe atomique peut réduire à néant tous les efforts, tous les espoirs ?

Denux a alors invité ses camarades à ne jamais désespérer, terminant par des considérations idéologiques qui n'entrent pas ici en ligne de compte...

Je dois maintenant abandonner mon rôle d'interprète objectif, afin d'examiner ce rapport du point de vue anarchiste. Cet examen peut se diviser en deux parties bien distinctes : 1° L'esprit de la réforme ; 2° Ses possibilités de réalisation.

I. L'esprit de la réforme

Le projet de la F.E.N. est plus exactement un contre-projet, opposé au projet de réforme proposé par Yvon Delbos, alors ministre de l'E.N., en décembre 49, et prétendument inspiré du plan Langevin-Wallon. La principale préoccupation du ministre se découvre dans l'exposé des motifs qui précède son projet. Son souci dominant c'est l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. Quant au primaire, il ne s'y intéresse que dans la mesure où on peut y prospecter les élites, petites ou grandes, qui contribueront au rendement de l'appareil politique-économique-social toujours en usage.

En cela, M. Delbos n'a fait que reprendre le système de ses prédécesseurs les plus intelligents : le recrutement des cadres, de tout ordre, de tout degré, en puisant dans la couche populaire, la plus vaste et la plus riche. Nous ne saurions reprocher à un ministre de chercher à maintenir un régime chancelant auquel il doit beaucoup, de servir une classe dont il fait partie. Mais nous ne saurions partager son point de vue, puisque nous appartenons à une autre classe, dont nous sommes les serviteurs.

Les responsables du S.N.I. l'ont bien compris, et c'est pourquoi ils ont réagi. Eux aussi ils ont repris le plan Langevin-Wallon, mais dans son véritable esprit. Eux aussi ils ont admis que chaque indi-

vidu doit jouer le rôle social auquel le destin logiquement sa capacité révélée et cultivée. Mais ils n'ont pas admis une sollicitude à sens unique, ils n'ont pas admis qu'une sélection des uns se traduise en même temps par l'abandon des autres à leur destinée de malheur. Aussi, dans leur plan général de réforme, ont-ils porté particulièrement leurs efforts sur l'oubli du ministre : l'éducation de base — avec ses prolongements immédiats — l'école primaire, l'école du peuple tant décriée, même par les anarchistes. Ils se sont préoccupés d'un prolongement effectif et motivé de la scolarité ; ils se sont préoccupés de revaloriser les cours complémentaires frappés de discrédit par le rôle d'inutilité que leur dévoluait le projet ministériel ; de recruter sainement les instituteurs et de leur conserver, en le favorisant, ce rôle d'éducateurs populaires dans lequel ils se débattaient ; en un mot de rendre à l'école primaire, en les fortifiant encore, l'influence et le prestige qu'un projet néfaste menaçait de leur enlever.

Par ailleurs, nous avons vu, à l'analyse du rapport, comment les instituteurs désirent motiver l'orientation générale de

l'enseignement, et comment ils affirment la nécessité de se plier aux exigences inductibles du monde moderne, non dans ce qu'il a d'artificiel et d'esclavagiste, mais dans ce qu'il a de possibilités de libération et de paix.

Quand des pédagogues reconnaissent, par exemple, que consommation et production doivent être basées sur les besoins réels, ils font un bout de route avec les anarchistes.

N'oublions pas que c'est dans la conception de la tâche quotidienne que tient la capacité politique du travailleur. Contraint aux nécessités laborieuses d'ordre vital, plus l'ouvrier (celui qui œuvre) chemine en pensée de la notion étroite de son travail — pouvoir bénéfique individuel — vers la notion supérieure de ce même travail — pouvoir bénéfique social — plus il manifeste de possibilités révolutionnaires latentes, même s'il n'en a pas conscience. Les instituteurs n'en sont pas tous là. Soit. Mais dans la mesure où un rapport corporatif adopté à l'unanimité signifie quelque chose, ils ont tout de même prouvé qu'ils avaient le sens du métier. Combien d'organisations syndicales de 100.000 membres sont capables de fournir la même preuve ?

Les intentions du S.N.I. sont donc pures et même excellentes.

Nous verrons dans un prochain article s'il est aussi heureux dans les moyens à envisager pour la réalisation du projet de réforme.

K. DUVAL.

### A Marseille

## SYNDICALISME D'OUTRE-ATLANTIQUE

Sous l'égide de France-U.S.A. avec le concours plus ou moins avoué de la S.F.I.O., ont été organisées en France des tournées de propagande par des bonzes syndicaux américains, membres du comité d'unification des deux grandes centrales depuis longtemps dégénérées, l'A.F.L. et le C.I.O. Il s'agit pour eux de prouver aux ouvriers français qu'à l'ouest tout va bien !

A Marseille, devant une assistance d'une vingtaine de petits patrons et de sous-bonzes F.O. deux de ces personnages déclarèrent en substance : « Chez nous les syndicats sont tout-puissants, nous avons obtenu le standard de vie le plus élevé « in the world », cela parce que nous sommes capables de collaborer à la prospérité de l'entreprise » malgré les divergences temporaires d'intérêts. Actuellement, nous nous employons à créer aux Etats Unis un syndicat unique, libre, et nous vous convions à faire de même, afin de renforcer l'effort des démocraties, contre le bolchevisme... »

Après quelques interventions plus qu'anodines, un contradicteur mal intentionné sans doute, vint demander des précisions sur un autre genre de syndicalisme : le

syndicalisme anarchiste aux Etats Unis. Il eut l'avantage d'informer les « délégués » de la vivacité de ce mouvement aux U.S.A., qui se traduit aussi bien par la réussite d'une formidable grève des instituteurs de l'Etat de New-York, soutenue par 20.000 étudiants, par la grandiose manifestation antiraciste qui se déroula en juin, devant l'ambassade espagnole de New-York, par des cercles de formations syndicalistes, à l'intérieur même du C.I.O., que par les nombreuses publications éditées par les IWW des conserveries de Chicago dont l'influence est certaine, par les groupes américains, espagnols, russes et juifs de New-York, qui sont loin d'être inactifs. Chose qui évidemment n'était pas pour plaire aux « officiels » en question et qui causa l'irritation du fil de service, en civil, comme il se doit, dans une démocratie ; c'est pourquoi on jugea plus prudent de lever la séance.

Cependant et sans passer par le truchement de l'interprète-malson, le dialogue se poursuivit et nous eûmes ainsi le plaisir d'entendre un des Américains se déclarer ouvertement ennemi des anarchistes et se refuser de donner son nom pour le compte rendu du « Libertaire », tandis que Miss Carmen Lucia, vice-présidente du Syndicat International (Canada, U.S.A., Mexique) des Travailleurs Chapeliers et Merciers, montrait une certaine nostalgie vers l'époque où elle suivait passionnément les enseignements de notre grand militant américain, Emma Goldman... elle décrivit l'amère déception éprouvée au cours de sa tournée en France. Auditoires réduits (maximum à Lyon, 50 personnes !) accueil assez froid, un peu partout ; elle dit même que l'on ne l'y reprendrait plus.

Si les hommes ne possèdent pas, enraciné, le sens de leur dignité et leurs responsabilités, s'ils ne sentent pas leur fièvre autonome, s'ils ne sont pas émancipés dans leur vie intérieure, le socialisme ne saurait se faire. On aura fait l'Etat caserne, l'Etat prussien, un Etat libre en titre mais esclave en substance.

Carlo ROSSELLI.

## Clinique Laënnec

« Le gouvernement consacre 2 milliards 300 millions aux tuberculeux et 23 milliards à ses policiers parisiens. » (Les Journaux).

Le scandale des Hôpitaux n'est un secret pour personne. Pas même pour les journalistes qui nous entretiennent de Juliana, du prochain voyage d'Arnold aux U.S.A., ou de la « Parade aux Etoiles ». Le scandale n'en existe pas moins et, à titre d'exemple, voici, rapportée par un vieux militant, celui de l'Hôpital Laënnec à Montpellier :

« Le traitement de la Tuberculose nécessite beaucoup de soins, une nourriture saine et du repos. A Laënnec, seul le repos est fourni, et encore. C'est ainsi que la cuisine est confiée à des malades mentaux stabilisés, mais malades, tout de même, à qui l'on ne peut demander la responsabilité de leur travail. Résultat ? On trouve des vers dans les poireaux, des hannetons dans la viande, des cafards dans le bouillon

et encore des vers dans les asperges. On invoquera la crise du personnel, mais en fait, il y a chômage et on se contente de forcer les employés à faire les frais des congés de leurs camarades.

Sur quatre pavillons, deux ne comportent pas de placards pour les hospitalisés, alors ceux qui restent là pendant deux ou trois ans parfois, logent valises, linge, livres, etc., sur le rebord de la fenêtre.

Un docteur récemment, il faut l'en féliciter et le remercier, a obtenu certaines améliorations pour les malades à l'abandon.

Mais l'éternel problème « pour malades sans argent » reste à résoudre ; il y a 30 régimes pour 350 malades, alors que nombre de malades gravement atteints ne mangent pas de viande.

De plus, alors qu'au cahier des charges sont inscrits 350 à 400 porcs pour les tuberculeux de Laënnec, ce n'est qu'à Noël qu'il nous est permis d'en goûter.

Si cet épître tombe sous les yeux d'un administrateur ou seulement de notre surveillante générale — trois galons, deux étoiles — qui fait passer certains malades pour des menteurs auprès du professeur, en disant qu'ils sont satisfaits de la nourriture, alors qu'il ne se passe pas de semaine qu'au cahier de rapport s'inscrivent des réclamations à ce sujet, j'assume l'entière responsabilité de cet article, et me déclare à son service pour correspondance par le truchement du LIB.

A bon entendre...

G. M.

### A VENDRE

Rotary Cyclostyle n° 6

Gestetner

margeur automatique très bon état de marche, renseignements au « Libertaire ».

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant 19, r. du Croissant, Paris-9

### A NOS ABONNES

Pour tout changement d'adresse joindre 30 fr. en timbres-poste.